



## Mesdames, Messieurs les Présidents de Clubs, les responsables et délégués de Secteur

---

La consommation excessive d'alcool, les comas et les bagarres qui en résultent sont des faits de société auxquels nous sommes confrontés aux abords des lieux festifs et des compétitions. Le nombre important de débits de boissons temporaires dits « buvettes » ouvertes lors de manifestations peut constituer une multiplication des risques en matière d'ordre, de tranquillité et d'alcoolisme.

En tant que dirigeant, les présidents d'associations responsables de buvettes de part les obligations qui vous incombent, vous engagez votre responsabilité. Les maires qui délivrent les autorisations peuvent voir leur responsabilité engagée.

En ma qualité de Président de Comité, je me dois d'attirer votre attention et de vous informer sur les risques que vous encourez.

Cette note doit être pour nous l'occasion de nous poser les bonnes questions et d'agir au mieux afin que la fête soit belle et durable pour tous.

### NOTE RELATIVE AUX AUTORISATIONS DE BUVETTE ET VENTE D'ALCOOL DANS LES CLUBS

#### RAPPEL REGLEMENTAIRE

*Les Clubs de Pétanque sont affiliés à la FFPJP et agréés de facto par le ministère des Sports. La réglementation, en matière d'autorisation de buvette, vente d'alcool et autres éléments relatifs à ces domaines, relève des Codes du Sport et de Santé Publique.*

*A ce titre :*

*Les buvettes ou bars installés dans des enceintes sportives (stade, gymnases et structures apparentées telles que les boudromes couverts ou non) par une association sont soumises à une réglementation spécifique.*

#### **Restriction :**

- Les buvettes ou bars **permanents** proposant des boissons alcoolisées sont **interdits**.
- Les buvettes ou bars temporaires ne sont pas totalement interdits, mais :
  - ils ne peuvent être tenus que par un club sportif disposant d'un **agrément ministériel**,
  - et ils ne peuvent durer plus de 48 heures.

#### **Extension :**

*Les buvettes temporaires en enceinte sportive s'écartent des limites imposées aux autres buvettes sur 2 points :*

- La vente de boissons appartenant au groupe 3 de la classification officielle des boissons est autorisée,

- Le nombre d'autorisations par an est porté de 5 à 10.

### **Qui délivre les autorisations ?**

Le Club Sportif doit adresser au **maire** de la commune concernée une **demande d'autorisation d'ouverture de buvette temporaire** (voir annexe B) au moins 15 jours avant la date prévue pour la manifestation. La décision du maire est dite dérogatoire.

### **Quelles sont les catégories de boissons autorisées pour les clubs sportifs ?**

- *Groupe 1, boissons concernées* : Boissons dites sans alcool (contenant au plus 1,2° d'alcool pur).
- *Groupe 2, boissons concernées* : Boissons fermentées non distillées : bières, cidres, vins, crèmes de cassis et vins doux (dont muscats).
- *Groupe 3, boissons concernées* : Vins de liqueur (dont porto), apéritifs à base de vin, liqueurs de fraise, framboise, cassis ou cerise contenant au plus 18° d'alcool pur.

Si aucune boisson alcoolisée (catégorie 1) n'est servie, une association peut ouvrir, de façon temporaire ou permanente, une buvette ou un bar sans effectuer de démarche particulière.

Attention, l'offre ou la vente de boissons autres que celles du 1er au 3e groupe peut être puni d'une amende de 3 800 €.

### **Les clubs Sportifs ont-ils une obligation en matière de lutte et prévention contre l'alcoolisme ?**

Quel que soit le type de buvette ou de bar, les associations et les clubs sportifs doivent contribuer à la lutte et la prévention contre l'alcoolisme. Ils doivent par ailleurs veiller à la protection des mineurs auxquels, ils ne peuvent vendre d'alcool.

### **Un tiers peut-il introduire des boissons alcoolisées sur une manifestation sportive ?**

Article L332-3 – « Le fait d'introduire... dans une enceinte sportive, lors du déroulement... d'une manifestation sportive, des boissons alcooliques au sens de [l'article L. 3321-1](#) du code de la santé publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende. Les dispositions du premier alinéa ne sont pas applicables aux personnes autorisées à vendre ou à distribuer de telles boissons en application des troisième au sixième alinéas de [l'article L. 3335-4](#) du même code. »

Il convient dès lors pour les organisateurs de définir le périmètre de la manifestation sportive (parking, boulodrome couvert ou non) lors de la demande, ce qui évitera des polémiques sur les risques encourus lorsque des boissons alcoolisées sont consommées sur place par des individus qui les ont amenées dans leurs coffres. Les risques sont pris dès lors par les contrevenants et non les organisateurs.

### **Peut-on accéder en état d'ébriété sur une compétition sportive ?**

Article L332-4 – « Le fait d'accéder en état d'ivresse à une enceinte sportive lors du déroulement ou de la retransmission en public d'une manifestation sportive est puni de 7 500 euros. Le fait, pour l'auteur de cette infraction, de se rendre coupable de violences ayant entraîné une incapacité totale de travail d'une durée inférieure ou égale à huit jours est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. »

Article L332-5 – « Le fait d'avoir, en état d'ivresse, pénétré ou tenté de pénétrer par force ou par fraude dans une enceinte sportive lors du déroulement ou de la retransmission en public



*d'une manifestation sportive est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. »*

**Buvette organisée par une association : qui est responsable en cas d'incidents ?**

Le président de l'association loi 1901 sera pénalement responsable si :

- De l'alcool est introduit dans une enceinte sportive ou dans une fête associative sans licence
- Il laisse entrer une personne ivre dans le lieu de la manifestation ;
- De l'alcool est servi à un mineur (une pièce d'identité doit obligatoirement être demandée aux jeunes). La fourniture de boissons alcooliques aux enfants et aux jeunes de moins de 18 ans, même accompagnés, est, en outre, interdite. Un jeune âgé de 16 ou 17 ans peut donc fréquenter seul le bar ou la buvette mais sans consommer d'alcool ;
- Les heures de fermeture et les périmètres de protection à l'intérieur desquels ne peuvent être vendus des boissons alcoolisées n'ont pas été respectés.

L'amende encourue peut aller, suivant l'infraction, jusqu'à 3 800 € voire 7 600 €.

Je conseille donc aux organisateurs d'afficher ces trois articles à la table de marque lors de leurs compétitions, ils peuvent calmer les ardeurs de quelques-uns. Et par là même occasion, je ne peux que vous encourager lorsque vous êtes confrontés à des auteurs de troubles contrevenants aux articles référencés ci-dessus à faire appel aux autorités compétentes. Il en va de votre responsabilité d'organisateur et de votre propre protection.

Je sais toute la difficulté qu'il y a et aura à respecter et faire respecter cette réglementation. Le risque zéro n'existe mais si nous pouvons par nos informations vous aider à circonscrire les risques, nous aurons atteint notre objectif.

La judiciarisation de la société, la recherche de bouc émissaire suite à des incidents et enfin les règlements de compte (parfois sous la forme d'une lettre de dénonciation anonyme) suite à un différend sont devenus un mode de fonctionnement pour beaucoup. Aussi je ne peux que vous encourager à tendre vers le respect des règles qui régissent la vente d'alcool dans nos clubs et envisager autant que faire se peut le « zéro alcool ».

La Fédération envisage de favoriser le plus grand nombre de contrôles d'alcoolémie en permettant à des personnes dûment mandatées de les faire. Sachez que dès que cette mesure sera opérationnelle, je n'hésiterai pas à la mettre en œuvre afin de vous aider à assainir nos compétitions et éradiquer ce fléau qui impacte non seulement nos compétitions mais des familles. La vie associative doit aussi permettre à chacun de prendre conscience du rôle qu'il doit jouer en tant que citoyen dans la lutte contre toutes les formes de violence.

Sportivement vôtre.

Toulouse, le 16/03/2019

Michel LE BOT  
Président du CD 31  
Vice président de la FFPJP

## **ANNEXES**

### **A/ Textes et Références**

Code de Santé Publique :

- Article L 3321-1 : classification des boissons
- Article L 3335-4 : vente et distribution dans les stades
- Article L 3335-11 : réglementation administrative
- Articles L 3342-1 à L3342-4 : Protection des Mineurs.

Code du Sport :

- Article L 322-6 : régissant la vente d'alcool
- Article L 332-3 : sur l'introduction d'alcool dans les stades
- Article L 332-4 et L 332-5 : portant sur l'accès des stades en état d'ébriété.

Vous pouvez retrouver l'intégralité de ces textes en allant sur [legifrance.fr](http://legifrance.fr) et la réglementation en allant sur [service-public.fr](http://service-public.fr).



**B/ Modèle de lettre de demande d'autorisation temporaire au Maire.**

[[Nom et adresse de l'association, n° d'affiliation FFPJP et n° d'agrément]]

Destinataire [[Adresse de la mairie]]

À [[lieu]], le [[date]]

Madame ou Monsieur le maire,

J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation pour notre association d'ouvrir un débit de boisson temporaire au(x) lieu(x), jour(s) et heures suivants :

- le (ou du ... au ...) [[date 1]], de [[heure de début]] à [[heure de fin]], à [[lieu 1]], à l'occasion de [[événement 1]] **Maximum 48 heures**
- le (ou du ... au ...) [[date 2]], de [[heure de début]] à [[heure de fin]], à [[lieu 2]], à l'occasion de [[événement 2]] **Maximum 48 heures**
- (...) **Maximum dix dates**

Nous souhaitons rendre disponibles à la vente des boissons appartenant au(x) groupe(s) [[numéro(s), entre 1 et 3]] de la classification officielle des boissons.

Par ailleurs, conformément à la législation sur l'introduction d'alcool sur les enceintes sportives nous vous informons que nous intégrerons les parkings délimités et dédiés à la compétition dans le périmètre de l'enceinte sportive.

Je me tiens à votre disposition pour tout renseignement complémentaire que vous jugerez utile.

Dans l'attente de votre réponse, que j'espère favorable, je vous prie d'agréer, Madame ou Monsieur le maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour l'association, le Président (ou le Vice-président ou le Secrétaire)

[[Prénom, Nom et signature]]

***En retour de ce courrier, la municipalité vous transmettra un formulaire à remplir, une fois validé et signé par le maire, il vous servira en cas de contrôle.***

## A AFFICHER SUR LE SITE

### AVERTISSEMENT CE QUI SUIT VOUS CONCERNE

Nous vous informons que l'organisateur de cette compétition a, conformément à la réglementation en vigueur, déclarée cette dernière auprès de la Mairie et de Préfecture (ou sous-préfecture). En conséquence des contrôles peuvent être diligentés par les autorités compétentes et vous vous exposez à des sanctions si vous contrevenez aux dispositions suivantes :

*Article L332-3 – « Le fait d'introduire.... dans une enceinte sportive, lors du déroulement... d'une manifestation sportive, des boissons alcooliques au sens de [l'article L. 3321-1](#) du code de la santé publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende. Les dispositions du premier alinéa ne sont pas applicables aux personnes autorisées à vendre ou à distribuer de telles boissons en application des troisièmes aux sixièmes alinéas de [l'article L. 3335-4](#) du même code. »*

En l'état, à l'occasion de cette compétition la notion d'enceinte sportive inclut les parkings délimités et dédiés à la compétition.

Nous comptons sur votre collaboration pour vous conformer à ces règles, à défaut vous vous exposez à des sanctions dont nous saurions être tenus pour responsables.

*Les organisateurs.*



### Incidences fiscales

L'ouverture de buvettes ou de bars n'entraîne aucune démarche particulière auprès de l'administration fiscale.

Cependant, les recettes générées par cette activité peuvent devoir être comptées parmi les recettes lucratives. Or, celles-ci sont soumises à déclaration et à imposition :

- Dès le premier euro, si elles occupent une part prépondérante dans le budget de l'association ;
- Ou au-delà du seuil des 61 634 € annuels, si elles sont accessoires.

Il convient en conséquence de déterminer si l'activité peut ou non être qualifiée de non lucrative.